

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon
Bureaux -3 rue du Carbone - Orléans la Source
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DECHERF

3 rte de Savigny
45630 Beaulieu-Sur-Loire

Références : n°31/2026
Code AIOT : 0010003819

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement DECHERF implanté Les Vallées 45360 Châtillon-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECHERF
- Les Vallées 45360 Châtillon-sur-Loire
- Code AIOT : 0010003819

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECHERF exploite sur la commune de Chatillon-sur-Loire une carrière de sables rouges. Elle dispose pour cela d'un arrêté préfectoral daté du 9 avril 2003 qui autorise une production maximale de 50 000 tonnes par an sur une durée de 30 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Condition d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 1.2.5.	Demande d'action corrective	60 jours
5	Plan d'exploitation annuel	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.7.1.1.	Demande d'action corrective	60 jours
6	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande d'action corrective	60 jours
11	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.5.4.5.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité maximale de matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 1.2.2.	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 2.1.1.	Sans objet
4	Cote minimale d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.4.3.	Sans objet
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.7.2.3.1.	Sans objet
8	Qualité des remblais utilisés	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.7.2.3	Sans objet
9	Déclaration des activités GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Limitation des accès au site	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.6.1.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité maximale de matériaux extraits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 1.2.2.
Thème(s) : Situation administrative, Respect de la quantité maximale autorisée
Prescription contrôlée : La quantité maximale extraite de la carrière sera de 50 000 tonnes/an avec une moyenne de 28 000 tonnes/an
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas extrait de matériaux sur le site depuis 2023. L'activité de BTP étant au ralenti et l'autorisation d'exploiter de la carrière de Beaulieu-sur-Loire arrivant à échéance mi-2026, les activités sur Châtillon-sur-Loire ont été mises en pause au profit de celles exercées à la carrière de Beaulieu-sur-Loire. L'inspection constate que les déclarations de l'exploitant sont cohérentes avec les déclarations effectuées dans l'application GEREP. L'exploitant précise que les extractions vont reprendre en février 2026 pour les besoins d'un chantier. Pas d'écart constaté sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Condition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 1.2.5.
Thème(s) : Situation administrative, Respect du plan de phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation est menée et aménagée conformément aux plans et données techniques contenu dans le dossier déposé par l'exploitant où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. L'exploitation sera conduite en 6 phases. Le plan de phasage des travaux est annexé au présent arrêté.
Constats :

D'après le plan de phasage annexé à l'arrêté préfectorale, l'exploitation devrait être actuellement en phase 5.

D'après le plan d'exploitation transmis en janvier 2025 et les observations de l'inspection le jour de la visite, l'exploitation du front de taille est située au droit de la phase 2b.

La phase 1 n'est également pas totalement terminée. La profondeur du gisement oblige l'exploitant à extraire la partie supérieure de la phase 2 avant d'extraire des matériaux de la phase 1.

L'exploitation telle que prévue a donc pris beaucoup de retard.

Écart : L'inspection constate un retard important dans le phasage d'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant revoit et transmet un nouveau plan de phasage cohérent avec l'exploitation actuelle et à venir du site en justifiant l'écart important constaté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 2.1.1.

Thème(s) : Situation administrative, Conformité du montant des GF

Prescription contrôlée :

Le montant des garanties financières est établi conformément à l'arrêté ministériel du 10 février 1998.

L'exploitation est menée en 6 phases quinquennales.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Situation	S 1 x C 1 (C1=10671€/ha)	S2xC2 (C2=22867 €/ha)	S3xC3 (C3=12196 €/ha)	Total
actuelle	0,67 x 10,671	1, 324 x 22 867	0,295 x 12 196	41 024
A 5 ans	0,67 x 10,671	1, 708 x 22 867	0,415 x 12 196	51 269
A 10 ans	0,578 x 10,671	2,09 x 22 867	0,415 x 12 196	59 022

A 15 ans	0,635 x 10,671	2,37 x 22 867	0,38 x 12 196	65 606
A 20 ans	0,705 x 10,671	2,57 x 22 867	0,385 x 12 196	70 988
A 25 ans	0,705 x 10,671	2,57 x 22 867	0,385 x 12 196	70 988

Constats :

L'exploitant a transmis le 17 février 2022, l'acte de cautionnement de la société ATRADIUS pour un montant de 70 988 € couvrant la période allant du 06/08/2022 au 05/08/2027.

Au regard de la situation sur le site (retard de phasage) le montant reste cohérent avec les surfaces dérangées.

Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Cote minimale d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.4.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la cote minimale d'exploitation

Prescription contrôlée :

La profondeur d'extraction sera au maximum de 16 mètres. Il ne sera pas extrait en dessous de la cote 160 m NGF.

Constats :

Sur le plan d'exploitation transmis en 2025 dans le rapport d'exploitation (plan coté du bureau de géomètres Experts AMA), l'inspection ne relève pas de cote inférieure à la cote 160 m NGF.

Les observations sur le site confirme le constat.

Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'exploitation annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.7.1.1.

Thème(s) : Situation administrative, Conformité du plan d'exploitation transmis
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms de parcelles cadastrées concernées ainsi que le bornage, - les bords des fouilles, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - des courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (...) Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1 ^{er} mars de l'année suivante à l'inspection des installations classées.
Constats : D'après le plan de phasage transmis en janvier 2025 avec le rapport d'exploitation, l'inspection relève plusieurs informations manquantes sur le plan. Écart : Le plan transmis en janvier 2025 pour l'année 2024, ne comporte pas : <ul style="list-style-type: none"> - les surfaces décapées, - les surfaces en cours d'exploitation, - les surfaces en cours de remise en état, - l'emprise des stocks de matériaux et des terres de découvertes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le plan d'exploitation pour l'année 2026 comportant l'ensemble des informations prescrites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Actualisation du plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation « , et a pour objectif de réduire la

quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

(...)

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

La dernière actualisation du PGDE de l'exploitant date de 2017. Ce document doit faire l'objet d'une actualisation tous les 5 ans.

Ecart : Le plan de gestion des déchets d'extraction n'a pas été actualisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le plan actualisé de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.7.2.3.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de remise en état

Prescription contrôlée :

La remise en état consiste en un remblaiement partiel de l'excavation sur une hauteur minimale de 3 mètres.

Les bordures seront talutées en pentes douces (25° maximum) afin d'éviter une rupture topographique brusque avec le terrain naturel d'origine. (...)

Constats :

Au vu du retard pris par l'exploitant, aucune surface ne peut encore être remise en état.
Aucun remblai n'a encore été apporté.

Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Qualité des remblais utilisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.7.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des remblais utilisés

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Les apports de matériaux extérieurs (déblais de terrassement, matériaux de démolition ...) doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Les apports extérieurs seront accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste de la conformité des matériaux à leur destination. (...)</p> <p>un plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données du registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun remblai n'a été apporté sur le site.</p> <p>Pas d'écart relevé sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Déclaration des activités GEREP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déclaration GEREP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>III.-(...)</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site. (...)</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; - la quantité par nature du déchet ; - l'origine géographique des déchets par nature du déchet ; - le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ; - les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3. <p>(...)</p> <p>V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.</p>
<p>Constats :</p> <p>Toutes les déclarations relatives à ses activités sont enregistrées sous GEREP et consultables depuis 2021.</p> <p>Pas d'écart relevé sur ce point.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Limitation des accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.6.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des accès au site
Prescription contrôlée : L'accès à la carrière et à tout zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : L'accès à la zone d'extraction est interdit par une barrière cadenassée située au droit du chemin d'accès et des merlons périphériques interdisent l'accès aux zones d'extraction depuis les champs cultivés en périphérie. Pas d'écart relevé sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.5.4.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : (...) Un contrôle des niveaux sonores sera ensuite réalisé tous les 3 ans. (...)
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle des émissions sonores datant de moins de 3 ans. Écart : L'exploitant ne contrôle pas les émissions sonores du site tous les 3 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait procéder à un contrôle des émissions sonores lors de la prochaine campagne d'extraction et transmet le rapport afférent à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours